



www.aefjn-cmr.org

SHEMA

Bulletin d'information et de liaison des acteurs du Réseau Foi et Justice Cameroun
Newsletter of faith and justice actors

N° 24. Septembre 2024

Hear O Israel, the Lord our God is One Lord, and you shall love the Lord your God... Love your neighbour as yourself" (Mk 12:29-31)

Personnes déplacées internes et communautés d'accueil Les défis d'une cohabitation pacifique durable



Échange entre les membres de la coordination Foi et Justice et les femmes déplacées internes de Mora (extrême nord Cameroun) sur la précarité de leurs conditions de vie et les traumatismes vécus lors des exactions de Boko haram. Juin 2024

Social phenomenon

Displaced persons from the Far North:
The difficulty of integration. P. 5



Gros plan

Les Sœurs de l'Enfant Jésus de Nicolas BARRÉ transforment le projet de vie des jeunes filles de Gaschiga P. 6





P. Simon Valdez NGAH, Msscc.
Coordinateur National

«Suite aux multiples attaques et exactions sporadiques des groupes djihadiste Boko-Haram, nombreuses sont les familles qui ont quitté leurs localités, laissant bêtes, cases, champs, etc. [...] Dans ces camps de refuge, la vie au quotidien est tissée d'oisiveté, de famine, d'absence d'eau potable, de maladie, d'insécurité et d'incertitude pour le lendemain»

Aux amis du bulletin SHEMA :
« Des cris s'élèvent à Rama, Des plaintes et des grandes lamentations : Rachel pleure ses enfants; Elle refuse d'être consolée, car ils ne sont plus ». (Jr 31,15). Ainsi décrivait le prophète Jérémie la souffrance incroyable de la destruction de Jérusalem et de l'exil des Fils d'Israël à Babylone. Aujourd'hui, ces cris de lamentation continuent de s'élever, non plus à Rama, mais dans les communautés de vie du département du Mayo Sava, à l'Extrême-Nord du Cameroun, où des centaines de familles déplacées internes sont casées. Suite aux multiples attaques et exactions sporadiques des groupes djihadiste Boko-Haram, nombreuses sont les familles qui ont quitté leurs localités, laissant bêtes, cases, champs, etc. pour trouver refuge dans les quartiers de la ville de Mora. Dans ces camps de refuge, la vie au quoti-

dien est tissée d'oisiveté, de famine, d'absence d'eau potable, de maladie, d'insécurité et d'incertitude pour le lendemain. N'ayant pas d'autres moyens que le plaidoyer pour la justice et la cohésion sociale où les personnes démunies sont au cœur des politiques économiques, Foi et Justice est allée à la rencontre de ces populations pour vivre de près leur réalité. Au menu de ce numéro, vous y trouverez des articles sur la situation des déplacés internes ; leur difficile intégration après un véritable parcours du combattant ; un cas d'école sur l'action de la communauté des sœurs membres du pôle d'observation Foi et Justice de Garoua et l'écho des pôles d'observation. Nous espérons que ce numéro suscitera chez vous, chers lecteurs et organisations de la société civile une mutualisation d'efforts pour l'accompagnement de ces populations ■

Parole d'Eglise

« Le drame des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ... »

Les conflits et les urgences humanitaires, aggravées par les bouleversements climatiques, augmentent le nombre des personnes déplacées et se répercutent sur les personnes qui vivent déjà dans un état de grande pauvreté. Quand on parle de migrants et de personnes déplacées, trop souvent on s'arrête aux chiffres. Mais il ne s'agit pas de chiffres, il s'agit de personnes ! Si nous les rencontrons, nous parviendrons à les connaître. Et en connaissant leurs histoires, nous parviendrons à comprendre leur précarité. Lors

de la fuite en Égypte, l'Enfant Jésus fait l'expérience, avec ses parents, de la condition tragique de personne déplacée et de réfugié « caractérisée par la peur et l'incertitude ». Presque chaque jour, la télévision et les journaux donnent des nouvelles de déplacés qui fuient la guerre, à la recherche de la sécurité et d'une vie digne, pour eux-mêmes et pour leurs familles. En chacun d'eux, Jésus est présent, contraint de fuir pour se sauver, comme à l'époque d'Hérode. Sur leurs visages, nous sommes appelés à reconnaître le visage du Christ affamé, assoiffé, nu, malade, étran-

ger et prisonnier, qui nous interpelle. Les personnes déplacées nous offrent cette occasion de rencontrer avec le Seigneur, « même si nos yeux peinent à le reconnaître avec les vêtements déchirés, les pieds sales, le visage déformé, le corps blessé... ». Il s'agit d'un défi pastoral auquel nous sommes appelés à répondre par quatre verbes: accueillir, protéger, promouvoir et intégrer.

Extrait du message du pape François pour la 106e Journée mondiale du migrant et du réfugié. 13 mai 2020

Personnes déplacées internes et communautés d'accueil au Cameroun

Les défis d'une cohésion pacifique

■ *Avec l'intensification des conflits, des catastrophes naturelles, et d'autres crises humanitaires à travers le monde, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) ne cesse d'augmenter. Selon le dernier (mai 2024) rapport de l'OCHA, on compte 1 340 300 Camerounais déplacés à l'intérieur du pays. Contrairement aux réfugiés, les PDI ne franchissent pas de frontières internationales et restent à l'intérieur de leur propre pays. Cependant, leur condition est souvent précaire, et leurs interactions avec les communautés d'accueil sont marquées par une multitude de défis.*

Les défis rencontrés par les personnes déplacées internes dans leurs rapports avec les communautés d'accueil sont complexes et multidimensionnels.

Défis Institutionnels

Les institutions gouvernementales et locales jouent un rôle clé dans la gestion des personnes déplacées internes. Cependant, elles sont souvent mal préparées pour répondre aux besoins de cette population vulnérable. La capacité administrative est souvent limitée, et les politiques de protection des PDI peuvent être inadéquates ou mal appliquées. En outre, il existe souvent un manque de coordination à différents niveaux entre le gouvernement et les organisations non gouvernementales (ONG) qui offrent de l'aide. Ainsi, les PDI se retrouvent souvent sans accès aux services adéquats et essentiels tels que la santé, l'éducation et l'aide juridique. Les politiques discriminatoires ou les pratiques bureaucratiques complexes aggravent leur marginalisation.

Défis Socio-Culturels

L'intégration des PDI dans les communautés d'accueil peut être entravée par des tensions socio-culturelles. Les différences de langues, de religions, ou de coutumes peuvent entraîner des incompréhensions et des préjugés mutuels. De plus, les PDI sont souvent perçus comme une charge par les populations locales, qui peuvent elles-mêmes faire face à des difficultés économiques. Le manque de sensibilisation et de dia-

logue interculturel exacerbent ces tensions, menant parfois à des conflits ouverts. Les PDI peuvent aussi souffrir de stigmatisation et de discrimination, ce qui rend leur intégration encore plus difficile. L'isolement social qui en résulte a des conséquences graves sur leur bien-être mental et leur capacité à reconstruire leur vie.

Défis Économiques

Sur le plan économique, les PDI font face à des obstacles importants. Souvent, ils ont perdu leurs moyens de subsistance, leurs biens, et leurs sources de revenus. Les opportunités d'emploi dans les nouvelles zones d'accueil peuvent être limitées, et les PDI sont souvent en concurrence avec les membres de la communauté d'accueil pour des ressources déjà rares. De plus, les PDI peuvent ne pas avoir les compétences ou la reconnaissance des qualifications nécessaires pour trouver du travail, ce qui les place dans une situation économique précaire. Cette situation de vulnérabilité économique peut pousser les PDI à accepter des emplois précaires ou mal rémunérés, les exposant à l'exploitation.

Vers des Solutions Durables

Pour traiter ces défis de manière durable, il est crucial d'adopter une approche inclusive qui implique toutes les parties prenantes : les PDI, les communautés d'accueil, les autorités locales et nationales, ainsi que les organisations internationales et les ONG. Voici

quelques pistes de mesures pour y parvenir :

Renforcement des Capacités Institutionnelles : Investir dans la formation des agents publics et la création de cadres politiques qui protègent les droits des PDI tout en facilitant leur accès aux services essentiels.

Promotion du Dialogue et de la Cohésion Sociale : Mettre en place des programmes de sensibilisation et de médiation pour encourager l'interaction positive entre les PDI et les communautés d'accueil.

Soutien Économique Inclusif : Développer des initiatives économiques qui bénéficient à la fois aux PDI et aux populations locales, en mettant l'accent sur l'inclusion financière et l'autonomisation économique.

Partenariats et Coordination : Encourager une meilleure coordination entre les différents acteurs, y compris les gouvernements, les ONG et les organisations internationales, pour assurer une réponse cohérente et efficace aux besoins des PDI.

Accueil solidaire : Cette approche intégrée et participative, qui respecte les droits et la dignité des PDI tout en tenant compte des préoccupations des communautés d'accueil, est essentielle pour construire des solutions durables et promouvoir une coexistence harmonieuse ■

Joël NOMI

Accueil des personnes déplacées internes au Cameroun

La situation de Wadale 3

■ Ce quartier de la ville de Mora, département du Mayo Sava dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun est devenu le centre d'accueil de plusieurs communautés de personnes déplacées internes (PDI) ayant fui les exactions des insurgés islamistes Boko Haram venus du Nigéria voisin. Sur son élan de promotion de l'accueil solidaire des PDI engagé depuis 2020, l'Association Foi et Justice est allée à la rencontre de certains de ces déplacés.



L'équipe de coordination Foi et Justice en visite dans un camp de déplacés à Mora

Si la guerre contre Boko Haram a fait plusieurs morts au Cameroun, elle en a fait également plusieurs déplacés internes repartis dans les quatre coins du pays. A la recherche d'un abri, ces derniers ont trouvé refuge soit dans des camps de réfugiés, soit dans des centres d'accueils communautaires.

Un véritable parcours du combattant

Partis de Amchidé dans le Mayo-Sava (Extrême-Nord Cameroun) en 2014, la famille de Fanne Ngoudja, 20 ans et plusieurs autres ont dû parcourir plus de 60km à pieds pour fuir la mort. « C'était très difficile mais on n'avait pas de choix. Si on restait là-bas, forcément on allait tous mourir », s'écria la jeune dame. Une mort promise par les insurgés djihadistes Boko Haram, venus du Nigéria voisin. Laissant bétails et cultures, ces familles ont tout abandonné

pour trouver refuge dans la ville de Mora. Avant de rejoindre cette terre promise plusieurs des leurs ont péri. Les uns à cause du parcours difficile, les autres sous le feu des munitions des attaques perpétrées de ces rebelles. Certains ont été également enlevés. Surtout les jeunes hommes dans le but de rejoindre les forces rebelles. Quant aux femmes, leur captivité se résument à une utilisation d'esclaves sexuels.

Un accueil qui réchauffe les cœurs

Logés au départ dans l'enceinte du stade municipal, ce lieu a été amélioré dans une bâtisse offerte gratuitement par Dr Moussa, propriétaire d'une clinique privée de la place. Dans cet endroit, 21 familles (constituées de près de 80 personnes, dont les femmes et enfants sont les plus nombreux) se partagent quelques locaux qui jadis ser-

vaient de poulailler. Dans cet environnement de misère le petit commerce est la principale activité de source de revenu. Ils vivent également des dons des bienfaiteurs qui, de temps en temps, passent avec des denrées de première nécessité. Cependant ceux-ci restent largement insuffisants d'autant plus qu'ils sont saisonniers. Si dans ce premier centre d'accueil visité par l'Association Foi et Justice, les déplacés internes ne déboursent aucun franc comme frais de logement, ce n'est pas le cas du second centre situé environ 200 m du premier. Ici, les déplacés internes payent la terre où sont battis leurs cases en pailles. Cette somme est évaluée à deux sacs de mil par an ■

Rodrigue BIKELE

Displaced persons from the Far North

The difficulty of integration

■ Of the 3.4 million people in need of humanitarian assistance in Cameroon by 2023, 2.3 million are living in extreme precariousness, according to the United Nations refugee agency. In Wadalé 3, in the town of Mora, as in several other host towns, internally displaced persons are struggling to adapt to the changes in their lives and to acquire vital spaces in which to carry out their activities.

The rehabilitation of internally displaced persons has been a major issue since the start of the waves of insecurity that have hit Cameroon, the Central African Republic and Nigeria. Since 2019, the government has released more than 12 billion euros for emergencies, natural disaster management and aid to people in distress. In addition, development partners have defined a humanitarian plan for the most urgent responses, as part of a sectoral consultative process. By 2024, this plan will be worth some 230 billion euros.

Land is expensive and water is undrinkable

Despite all these efforts, some populations, including many IDPs, are struggling to benefit from these subsidies. Since 2014, IDPs in the Wadalé 3 neighborhood in the town of Mora (Far North Cameroon region, Mayo Sava department) have been unable to access land. Some are forced to rent it out to host populations in exchange for two 100kg sacks of millet a year. With prices soaring on the market, the price varies between 20,000 and 50,000 FCFA. As for water, you have to travel distances of up to twelve kilometers to get drinking water. This is because the only well serving the locality shines through its legendary insalubrity.



IDPs around the only well in the Wadale district



Close-up of the water consumed in Wadalé 3. Is this water intended for animals or humans?

Girls' access to school is a real luxury

Added to these difficulties is access to school. In the Wadalé 3 IDP camp, for example, of the three students eligible to sit the end-of-year exams, only one was able to apply thanks to a community contribution. This was Ahmat Mahamat Soba, a student in the Arabic third grade. For the others, notably Fanne Ngoudja and Haoua Garga, also in third grade, it's a blank year. They will have to wait until next year, in the hope that the situation will improve. An analysis of this situation confirms the existence of the problem of girls' education in the northern regions. In Gaschiga (North Cameroon region), for example, a vocational training center has been dubbed "I'm waiting for my husband" by the

local population. According to them, parents enroll their children in this center not for vocational training, but as a way out while waiting for a potential husband to arrive.

Advocacy for a synergy of social action

Faced with all these different situations, the Foi et Justice association, through advocacy, campaigns for social justice and the peaceful cohabitation of IDPs. To this end, it calls on decision-makers to integrate the poor and vulnerable at the heart of economic and social policies. Foi et Justice is also looking for partners to meet its primary needs, particularly in terms of medicines, farming tools, clothing and school materials ■

Christelle ADIBONE

Formation professionnelle

Les Soeurs de Nicolas BARRÉ transforment le projet de vie des filles à Gaschiga

■ Longtemps considéré comme un passe-temps pour les jeunes filles, le Centre de formation professionnelle des jeunes filles et garçons (CEFPJ) de Gaschiga, situé dans la région du Nord Cameroun, département de la Bénoué est passé d'une école où « on attend un mari », à un véritable centre d'apprentissage d'un métier.



Les apprenants en situation pratique de couture

Deux ans. C'est le temps qu'aura fallu au Cefpj de Gaschiga dans la région du Nord Cameroun de passer d'une simple école d'apprentissage, à une institution agréée par le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Minefop). Un exploit de la congrégation des Sœurs de l'enfant Jésus de Nicolas Barré, membre du pôle d'observation Foi et Justice de Garoua dont la direction leur a été confiée par l'Archevêque de Garoua, en septembre 2022. Leurs missions étaient principalement axées sur la valorisation de la jeune fille, la promotion de l'auto-emploi et le changement de mentalité vis-à-vis des filles.

Déconstruire les préjugés sur la scolarisation des filles

Selon la directrice du Centre, Sœur

Françoise Ndjayo, ce changement a commencé par un lavage de cerveau d'une manière positive. Ensuite comme la plupart des jeunes filles ne savaient pas lire, elle a instauré des cours d'alphabétisation et de Savoir vivre pour faire comprendre aux jeunes filles que la vie ne se résume pas au mariage. Depuis sa création, ce centre de formation était surnommé par les populations « j'attends mon mari ». Ces dernières ne voyaient aucune utilité d'envoyer leurs enfants dans ce centre. Elles ont fini par construire une idée selon laquelle, tous les parents qui inscrivaient leurs enfants dans cette école étaient là non pas pour une formation professionnelle mais pour attendre un mari. Des préjugés qu'il fallait déconstruire tant

au niveau des apprenants qu'au niveau des parents. Une mission entamée par la Directrice du centre Sr Françoise Ndjayo dès sa prise de fonction.

Plaidoyer pour la formation socioprofessionnelle

Malgré les efforts de sensibilisation et les causeries éducatives durant toute l'année scolaire, plusieurs parents sont encore réticents. Certains estiment que la somme de 45 000FCFA de frais de pension est trop élevée. Durant l'année scolaire 2023-2024 le centre a enregistré un effectif de 14 élèves compris entre 12 et 17 ans. Un chiffre très bas vu la taille et les moyens investis par l'administration pour redynamiser le Centre. Car au-delà des formations pratiques en agriculture, couture et élevage, les apprenants reçoivent également des cours de français, d'anglais, d'histoire et d'éducation à la vie et à l'amour. Une batterie de connaissance qu'il faut maîtriser durant trois ans pour mériter son diplôme. Un challenge qu'Irène Melm, apprenante en deuxième année se dit prête à affronter : « le vêtement que j'ai porté ce matin pour l'église, c'est moi-même qui l'ai cousu. C'est pourquoi j'encourage les jeunes filles à nous rejoindre ». Comme Irène, plusieurs jeunes ont été convaincus par la nouvelle vision du Centre de formation. Dès cette prochaine rentrée académique, le Centre de formation professionnelle des jeunes filles et garçons de Gaschiga enregistrera ses tous premiers diplômés ■

Sr Geny Maria DA SILVA, smc

Irène MELM, apprenante en 2ème année au Centre de formation professionnelle des jeunes filles et garçons de Gaschiga

« Grâce au centre, je couds déjà mes propres habits »

Comment s'est passé votre intégration au centre de formation ?

Quand je suis arrivée, je ne savais ni lire ni écrire. Mais grâce aux cours d'alphabétisation, je me débrouille déjà à parler français. C'est vrai que ce n'est pas encore très correct mais d'ici la fin de ma formation, je vais m'améliorer.

On vous appelle les « j'attends mon mari » cette appellation vous gêne ?

C'est vrai qu'au début c'était gênant. Mais depuis que les Sœurs sont arrivées, la vision a changé. Par le passé, la plupart des filles ne finissaient pas leur formation parce qu'elles partaient en mariage. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Moi, dans mon quartier plusieurs personnes me disent qu'elles comptent sur moi. Et ça me motive.

Quels sont les enseignements que vous recevez durant cette formation ?

On nous apprend un peu de tout. Le

français, l'anglais, les cours de morale et d'éducation à la vie et à l'amour. A cela s'ajoutent des enseignements pratiques sur l'agriculture, l'élevage, la couture et la restauration.

De tous les cours pratiques que vous avez cités quelle sera votre spécialisation ?

Je suis très à l'aise en couture. Grâce au centre je couds déjà mes propres habits. D'ailleurs, le vêtement que j'ai porté ce matin pour l'église, c'est moi-même qui l'ai cousu.

Qu'est ce que vous pouvez dire à d'autres jeunes filles pour les pousser à vous rejoindre ?

Pendant les congés, je suis parti avec plusieurs vêtements au village que j'ai moi-même cousu. Je l'ai fait pour leur montrer qu'au centre, on ne perd pas notre temps. On apprend vraiment un métier.



Avez-vous un mot à dire à l'endroit de l'administration ?

Je ne peux que remercier la Sœur directrice Françoise NDJAYO. Elle fait beaucoup pour nous et est très tolérante. Avant chacun venait avec son matériel. Mais avec la directrice c'est différent elle nous le donne. Si nos professeurs de couture et de restauration quittent Garoua pour ici c'est grâce à elle ■

Propos recueillis par Rodrigue BIKELE

ECHOS DES PÔLES D'OBSERVATION

Maroua, Garoua, Bertoua

Les personnes déplacées internes au cœur de la redynamisation des pôles d'observation

■ Dans le cadre du projet de l'accueil solidaire des déplacés internes et de l'écologie intégrale au Cameroun, l'association Foi & Justice a organisé une session de travail avec les membres des pôles d'observation de Garoua, Maroua et Bertoua. Exposés, travaux en carrefour, partage d'expérience et visites de site des PDI ont meublé la session.

Depuis le début des exactions de la secte Boko Haram, de la crise dans le Nord-ouest & Sud-ouest, et la crise sociopolitique Centrafricaine, les membres des pôles d'observation dans l'exercice de leur pastoral et de leurs fonctions, sont de façon permanente, en contact avec les réfugiés et les personnes déplacées, qui pour la plupart, vivent dans des situations précaires.

Pour répondre efficacement aux besoins de ces derniers, les membres de pôle ont reçu un renforcement de capacités dans l'observation. Pour la période 2023-2026, un accent particulier sera mis sur la cohabitation pacifique entre les PDI et la population d'accueil. A cet effet, la stratégie d'intervention de Foi & Justice en faveur de la promotion de l'accueil solidaire des déplacés internes



Les membres du pôle d'observation du Nord

a été présentée. Au terme des travaux, tous les membres se sont ainsi engagés à s'impliquer activement dans la mise en œuvre du plan d'action, à travers un schéma représenté sous la forme de petit pas ■

Sr Hanne Marie BEYEK,



Association Foi et Justice

Une foi qui fait justice !



Les femmes déplacées internes du quartier Wadalé 3 de Mora



Vue intérieure d'une habitation d'une famille de déplacés internes de Mora



L'eau insalubre consommée par les habitants de Wadalé 3

L'ASSOCIATION FOI ET JUSTICE A BESOIN DE VOUS !

Grâce à vos dons, aidez nous à soutenir les personnes les plus fragiles et les plus vulnérables. Nous travaillons par exemple avec les déplacés internes de la localité de Mora (Région de l'Extrême-Nord, département du Mayo Sava) qui n'ont pas d'eau potable.. Votre geste nous aidera à leur construire un forage!

Soutenez notre action en faisant un don par :



6 72 88 29 98



6 58 40 43 84

THE ASSOCIATION FAITH AND JUSTICE NEEDS YOU!

With your donations help us to support the fragile and vulnerable. For example, we are working with internally displaced people in Mora (Far North Division, Mayo Sava subdivision) who have no drinking water. Your donation will help us build them a borehole.

Support our work by making a donation

UNE PUBLICATION DE L'ASSOCIATION FOI ET JUSTICE

Directeur de publication : Père Ferdinand OWONO NDIH (Président de la CNSMC) - Rédacteur en chef : P. Simon Valdez NGAH MBESSA (Coordinateur Foi & Justice) - Secrétaire de rédaction : Joël NOMI - Equipe de rédaction : Christelle ADIBONE , Rodrigue BIKELE , Sr Geny DA SILVA, Thomas PRITZL, Sr Hanne Marie BEYEK, Sr Monique GABANA, Sr SHURI Bonita, P. Patrice MEKANA - Siège : Mvolyé Enceinte ISSR - Site Web : www.aefjn-cmr.org - Email : foi_justicecam@yahoo.fr / foi_justicecam@aefjn-cmr.org - Pages Facebook : AEFJN Came-roun - Stop drogues - Page YouTube : Association Foi et Justice - Téléphone : 6 58 40 43 84 / 6 72 88 29 98 - Impression : Ets MADELIE BUSINESS